

Questions orales

événements débouchant sur les grandes mesures annoncées d'aujourd'hui.

Cet immense progrès sur la scène mondiale, auquel le Canada n'a pas été étranger, galvanisera l'engagement et l'énergie créatrice des Canadiens. Ils continueront d'édifier leur pays qui sera pour d'autres pays un modèle de tolérance raciale et linguistique dans une société civilisée, généreuse et compatissante.

QUESTIONS ORALES

[Français]

L'ENVIRONNEMENT

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, ma question s'adresse, ce vendredi matin, au vice-premier ministre. Le ministre de l'Environnement, qui n'est pas là ce matin, c'est notoire, est le grand expert en matière d'élections partielles. Il a promis plus de 160 millions de dollars à sa propre circonscription le 20 juin 1988 pour assurer sa propre élection. Mais seuls, le vice-premier ministre le sait bien, seuls les amis de prestige du premier ministre ont droit à un tel traitement de faveur.

Après avoir promis pendant des mois qu'il trouverait une solution au problème des conteneurs de BPC qui se trouvent encore à Saint-Basile-le-Grand, le ministre de l'Environnement a dit aux gens de cette localité tout récemment que les coûts seraient astronomiques et qu'il ne se justifient pas, même en campagne électorale. C'étaient les paroles du ministre de l'Environnement.

Je pose ma question au vice-premier ministre: Si le gouvernement est en mesure d'assurer un siège sans danger au ministre de l'Environnement, pourquoi n'est-il pas capable d'assurer une vie sans danger aux citoyens de Saint-Basile-le-Grand?

[Traduction]

M. Lee Clark (secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, le ministre de l'Environnement étant absent, je rappelle au très honorable député que le gouvernement fédéral a déjà assuré des services évalués à quelque 2 millions de dollars aux habitants de la région. En outre, il a accepté de leur accorder un dédommagement avec la collaboration du Québec. Ces négociations sont toujours en cours. Nous n'avons pas encore reçu la demande du Québec à cet égard.

[Français]

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, je m'adresse encore avec espoir au vice-premier ministre. Pour montrer son prétendu engagement dans le domaine de l'environnement et des programmes de recyclage, le gouvernement est en train de recycler ses vieilles promesses.

En 1988, le gouvernement avait promis de transformer en espace vert une partie du champ de tir à Chambly. Maintenant, le ministre de l'Environnement refait la même promesse à l'occasion de cette élection partielle. Mais il y a deux ans seulement, huit militaires ont été blessés par un obus enterré qui a explosé lorsqu'ils ont fait un feu de camp. Le ministre de l'Environnement cessera-t-il de manipuler les électeurs de Chambly? Pourquoi n'a-t-il pas assuré la sécurité totale du lieu avant de recycler son propre programme?

[Traduction]

L'hon. Mary Collins (ministre associée de la Défense nationale): Madame la Présidente, je suis heureuse de répondre à la question du très honorable chef de l'opposition. Il sait certainement que nous avons conclu une entente selon laquelle 85 des 512 hectares que comprend l'emplacement de Saint-Bruno seront cédés au service des parcs. Ils se trouvent à flanc de colline afin que le public y ait accès, comme il le réclame depuis un certain nombre d'années.

Je tiens à assurer au chef de l'opposition que seules des munitions à blanc sont utilisées dans ce champ de tir. Aucun obus actif n'est employé dans les exercices qui ont lieu à Saint-Bruno.

Des voix: Oh, oh!

Mme Collins: Monsieur le Président, je crois qu'il importe de rappeler au très honorable chef de l'opposition que l'incident dont il a parlé n'est pas survenu à Saint-Bruno, bien plutôt à Valcartier, qui est, bien sûr, un endroit complètement différent. Donc, nous pouvons assurer au public qu'il ne risque rien à Saint-Bruno. Je suis certaine que les habitants de Chambly seront très heureux de se servir de ce terrain pour leurs activités de loisirs.

M. Turner (Vancouver Quadra): Monsieur le Président, je suis heureux de constater qu'une fois de plus, à l'approche d'une élection partielle, le gouvernement dit n'importe quoi, afin d'obtenir la faveur populaire.

Des voix: Oh, oh!